

Une attaque surprise contre un camp retranché isolé, menée en quelques heures sur les bords de l'Escaut, met fin à 11 années de reculs français dans la guerre de Succession d'Espagne et pèse sur les négociations de paix d'Utrecht.

La guerre de Succession d'Espagne a commencé en 1701, après la mort sans héritier direct de Charles II d'Espagne et l'accession au trône de Madrid de Philippe d'Anjou, petit-fils de Louis XIV. La perspective d'une réunion des couronnes de France et d'Espagne conduit à la formation d'une seconde Grande Alliance regroupant l'Empire, les Provinces-Unies, l'Angleterre puis la Grande-Bretagne, le Portugal, la Savoie, la Prusse et plusieurs États allemands.

Au printemps 1712, le bilan militaire est lourd pour la France. Les défaites de Höchstädt-Blenheim (1704), Ramillies (1706) et Audenarde (1708) ont coûté les Pays-Bas espagnols et ouvert le nord du royaume. La bataille de Malplaquet, le 11 septembre 1709, s'est soldée par le retrait de l'armée française, mais au prix de pertes alliées suffisamment lourdes pour interrompre la marche sur Paris. Depuis, le conflit dans les Flandres est devenu une guerre de sièges et d'usure, où les places fortes et les approvisionnements comptent davantage que les batailles rangées.

La « *frontière de fer* » conçue par Vauban a été entamée place après place : Lille en 1708, Tournai et Mons en 1709, Douai, Béthune, Aire et Saint-Venant en 1710, Bouchain en 1711. Il ne reste guère, sur les axes menant vers Paris, qu'Arras, Cambrai et Landrecies. La chute de l'une de ces places ouvrirait la vallée de l'Oise ou celle de la Somme. À cette situation militaire s'ajoutent l'épuisement financier du royaume, les séquelles du « *Grand Hiver* » de 1709 et la surmortalité qui a suivi. À la cour, l'hypothèse d'un repli du roi vers la Loire est évoquée.

Le facteur politique : le retrait britannique

La situation diplomatique évolue toutefois en faveur de la France. En août 1710, le renvoi du lord-trésorier Sidney Godolphin et la victoire électorale des tories affaiblissent le parti de la guerre à Londres. Dès janvier 1711, le nouveau ministère engage des pourparlers secrets avec Versailles.

La mort de l'empereur Joseph Ier, en avril 1711, achève de modifier les données du conflit : l'archiduc Charles, prétendant des Alliés au trône d'Espagne, devient empereur sous le nom de Charles VI. Faire de lui le maître de Madrid reviendrait à substituer une hégémonie habsbourgeoise à l'hégémonie bourbonnienne que la coalition combattait. Le mot d'ordre whig d'une paix conditionnée à la restitution de l'Espagne perd son objet.

En janvier 1712, le duc de Marlborough, artisan des victoires alliées, est destitué à la suite d'accusations de détournement de fonds ; il est remplacé à la tête des troupes britanniques par le duc d'Ormonde. Le même mois s'ouvre à Utrecht une conférence générale de paix. Les diplomates y attendent le verdict des armes.

Le 28 mai 1712, lors d'un conseil de guerre tenu avec le prince Eugène et les députés des États généraux des Provinces-Unies, Ormonde révèle qu'il a reçu de Londres des instructions lui interdisant d'engager un siège ou de risquer une bataille sans ordre nouveau – les *restraining orders*, restées célèbres –, avec consigne de les tenir secrètes vis-à-vis des Alliés et de les communiquer au commandement français. Le 17 juin, la reine Anne fait proclamer devant le Parlement les conditions auxquelles la Grande-Bretagne est disposée à traiter avec la France. Le 15 juillet, Ormonde annonce qu'il ne participera pas au siège de Landrecies et qu'il se retire vers Dunkerque avec les troupes britanniques nationales, soit une vingtaine de bataillons et une vingtaine d'escadrons.

Les contingents allemands soldés par Londres refusent en revanche de quitter l'armée alliée ; Ormonde suspend leur solde et leur pain, que les fournisseurs de l'armée hollandaise, les frères Pereira, prennent alors à leur charge. Le prince Eugène conserve donc l'essentiel de ses forces, mais l'unité politique de la coalition est rompue.

La campagne de 1712 avant Denain

L'année militaire s'ouvre par un succès allié. Dans la nuit du 1^{er} au 2 mars, un détachement d'environ 16 000 hommes, appuyé par une vingtaine de bouches à feu, bombarde Arras avec des boulets rouges et détruit les magasins de fourrage sec constitués par les Français ; plus d'un million de rations selon les comptes alliés. L'opération vise à empêcher l'armée de Villars d'entrer en campagne dès le printemps.

L'avantage n'est pas exploité. Le 12 avril, le comte d'Albemarle, qui marche vers la Sensée avec une cinquantaine de bataillons et une centaine d'escadrons, trouve les postes déjà occupés par l'infanterie française. Les projets de siège d'Arras ou de Cambrai deviennent impraticables. L'armée alliée se concentre près de Douai le 26 avril avec 119 bataillons et 225 escadrons, mais doit attendre jusqu'au 18 mai les contingents impériaux, en retard d'un mois.

Faute de mieux, les Alliés franchissent l'Escaut et mettent le siège devant Le Quesnoy. La tranchée est ouverte le 19 juin ; la place capitule le 4 juillet. Le 17 juillet, une force alliée de 34 bataillons et 30 escadrons, commandée par le prince d'Anhalt-Dessau, investit Landrecies, sur la Sambre. C'est la dernière place couvrant l'axe de la Somme.

Le dispositif allié : une ligne longue et vulnérable

Le siège de Landrecies impose aux Alliés une ligne logistique de très grande longueur. Leur magasin principal se trouve à Marchiennes, sur la Scarpe, en aval de Douai. Tout (artillerie de siège, munitions, fourrage, pain) doit transiter de Marchiennes à Denain, puis de Denain à Landrecies, soit une quarantaine de kilomètres parcourus parallèlement au front de l'armée française.

Depuis le 26 mai, Albemarle a été détaché avec une douzaine de bataillons et une trentaine d'escadrons pour tenir ce couloir. Il a fait construire entre Denain et Marchiennes une double ligne de communication retranchée d'environ 12 km, et fortifier la tête de pont de Denain sur la rive gauche de l'Escaut, face à la garnison française de Valenciennes distante de 7 à 8 km.

Ces ouvrages présentent plusieurs faiblesses, documentées par les rapports néerlandais. Leur périmètre a été étendu pour abriter le train d'artillerie, les chevaux et les chariots à pain circulant en permanence : la garnison ne peut garnir sur trois rangs qu'environ le tiers du développement des lignes. Le sol rocheux a empêché de creuser un second fossé en avant du retranchement, ce qui prive les défenseurs de la profondeur nécessaire pour recevoir un assaut à coups de salves successives. La palissade est incomplète. Enfin, les communications avec la rive droite reposent sur un nombre insuffisant de moyens de franchissement : le 12 juillet, Albemarle a reçu l'ordre d'envoyer un de ses deux ponts de bateaux à Landrecies et a refusé par trois fois, faisant valoir qu'un seul pont ne suffirait pas au trafic ; il n'existe alors que quarante pontons pour toute l'armée, les Britanniques ayant emporté les autres. Un pont de bois est en construction ; il doit être achevé le 24 juillet.

Le prince Eugène connaît le risque. Il compte sur la capacité de son armée à se porter à temps au secours de Denain si la place est attaquée. Dans la nuit du 21 juillet, il a cependant concentré ses forces entre Bermerain et Bousies, plus au sud-est, pour couvrir le siège de Landrecies. Le camp de Denain se trouve dès lors isolé, à une quinzaine de kilomètres des unités alliées les plus proches.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

La genèse du plan français

Côté français, le maréchal de Villars, âgé de 59 ans, commande l'armée du Nord avec le maréchal Pierre de Montesquiou d'Artagnan pour second. Le 17 juillet, il reçoit de Louis XIV l'ordre formel de secourir Landrecies et de risquer la bataille si nécessaire.

Une reconnaissance le convainc qu'une attaque de part et d'autre de la Sambre serait trop coûteuse. Reste l'autre extrémité du dispositif adverse : Denain.

L'idée d'une opération contre le couloir Denain-Marchiennes est antérieure à la campagne. Elle est attribuée par la tradition historiographique à Jean-Robert Lefebvre d'Orval (1661-1744), conseiller au parlement de Flandre, originaire de la région et correspondant du secrétaire d'État à la Guerre Voysin, auquel il adresse depuis plusieurs années des mémoires sur la situation locale. Il y préconise de couper la communication des Alliés entre Bouchain, Denain et Marchiennes en s'appuyant sur la garnison de Valenciennes. Voltaire, dans *Le Siècle de Louis XIV*, rapporte que l'idée serait née d'une promenade entre un curé et ce conseiller, et qu'elle serait remontée à l'intendant de la province puis au maréchal de Montesquiou ; il en tire une réflexion sur les ressorts modestes des grandes affaires. Les travaux du capitaine Maurice Sautai, publiés en 1902 et 1912 à partir de la correspondance conservée aux archives de la Guerre, ont confirmé le rôle de Lefebvre d'Orval dans la conception du projet, tout en attribuant la manœuvre du 23 juillet à Villars et la conduite de l'assaut du 24 à Montesquiou.

Les sources concordent sur les hésitations de Villars, qui mesure le risque : il s'agit de faire parcourir une trentaine de kilomètres de nuit à une armée, de lui faire franchir une rivière et d'attaquer une position retranchée, le tout sans que l'adversaire ait le temps de réagir. Le succès dépend entièrement du secret et de la vitesse.

Les forces en présence

Côté allié. L'armée du prince Eugène compte, autour du 20 juillet, environ 67 bataillons et 220 escadrons pour l'armée d'observation, auxquels s'ajoutent les 34 bataillons et 30 escadrons du corps de siège de Landrecies et six bataillons à Marchiennes. Le camp retranché de Denain est tenu par le lieutenant-général comte d'Albemarle, Arnold Joost van Keppel, avec 10 bataillons et 23 escadrons, renforcés le jour même par 7 bataillons, soit 17 bataillons au moment de l'assaut. Les effectifs engagés dans la tête de pont sont estimés entre 8 500 et 10 500 hommes selon les sources, sur la base d'environ 500 hommes par bataillon. La garnison est composite : bataillons hollandais, dont un suisse et un écossais au service des Provinces-Unies, unités impériales, palatines, wurtzbourgeoises, danoise, hessoise, brandebourgeoise et de Wolfenbüttel. Six pièces d'artillerie défendent le secteur attaqué.

Côté français. L'armée de Villars est forte de 133 bataillons et 200 escadrons, de l'ordre de 70 000 hommes, dont une partie n'atteindra pas le champ de bataille à temps. Les effectifs effectivement engagés à Denain sont estimés entre 24 000 et 30 000 hommes. Villars et Montesquiou commandent en personne, assistés notamment d'Albergotti, Vieuxpont, Broglie, Nangis, Isenghien et Mouchy. Le prince de Tingry, gouverneur de Valenciennes, dispose de 15 bataillons et de dragons.

La nuit du 23 au 24 juillet : la marche et la diversion

Le 22 juillet, Villars franchit la Selle et campe entre Mazinghien et Le Cateau-Cambrésis. Le 23, il organise une diversion soignée vers l'est.

Douze cents travailleurs sont employés à ouvrir des chemins le long de la Sambre en direction de Guise, itinéraire que l'armée n'empruntera pas. À la nuit tombée, des dragons prennent cette route au pas cadencé, accompagnés d'hommes échelonnés qui crient dans l'obscurité les noms des régiments, tandis que des tambours placés de loin en loin battent par intervalles comme pour rallier des traînards. Le récit en a été laissé par Jean-Martin de la Colonie, officier présent à l'affaire. Un détachement est en outre envoyé au-delà de la Sambre pour accréditer la menace.

À 18 h 00 le 23, le mouvement réel commence. Vieuxpont part avec 30 bataillons, quelques canons et l'équipage de pontons, en direction de l'Escaut entre Bouchain et Denain. Broglie le suit avec 40 escadrons de la réserve, Albergotti avec 20 bataillons. Le reste de l'armée s'ébranle après la retraite battue, marchant par sa gauche ; le détachement de Coigny forme l'arrière-garde. Des cavaliers occupent les ponts de la Selle, notamment à Haspres, pour interdire toute observation. L'armée marche toute la nuit sur une trentaine de kilomètres.

Le prince de Tingry reçoit l'ordre de sortir de Valenciennes en direction de Denain, sans engager le combat avant nouvel ordre.

24 juillet 1712 : la « divine surprise » de Denain qui « sauve la France ».

24 juillet 1712 : la « divine surprise » de Denain qui « sauve la France ».



Le déroulement de la journée

À l'aube. Vieuxpont atteint l'Escaut près du moulin de Neuville-sur-Escaut et y jette quatre ponts de pontons sans rencontrer d'opposition. Vers 05 h 00, Villars et ses lieutenants arrêtent leur dispositif d'attaque depuis les hauteurs d'Avesnes-le-Sec, en utilisant le moulin comme point d'observation. À sept heures, les premiers bataillons franchissent la rivière.

Vers 8 heures. Broglie passe avec sa cavalerie, laisse Louches et Denain sur sa droite et pousse jusqu'à Escaudain, d'où il aborde les lignes de communication vers Marchiennes, qu'il trouve dégarnies. Albemarle est averti de la présence française et fait tirer les 6 coups de canon convenus comme signal d'alarme. Il sort à la tête de ses 23 escadrons, mais il est trop tard pour disputer le passage : les escadrons de Broglie repoussent la cavalerie alliée, dont une partie se replie vers l'est et le reste rentre dans le camp. Broglie intercepte peu après un

convoi de 300 chariots de pain escorté par un millier d'hommes.

Vers 10 h 00. Prévenu, le prince Eugène se porte sur Denain avec une quarantaine de bataillons, rejoint en chemin par les 7 bataillons du lieutenant-général Secquin, postés près de Thiant. Arrivé à la tête de pont, il juge les ouvrages en bon état mais constate la supériorité numérique française. Il fait repasser sur la rive droite les 16 escadrons restants et les bagages, envoie les bataillons de Secquin garnir la partie nord des retranchements jusque-là inoccupée, puis retourne au-devant de son armée, encore en marche. Le camp est désormais défendu par 17 bataillons.

Vers midi. 50 bataillons français, 80 compagnies de grenadiers et les 40 escadrons de Broglie ont franchi l'Escaut. Le passage est plus lent que prévu et Villars, selon plusieurs sources, envisage un moment de renoncer ; Montesquiou emporte la décision. Les dispositions sont arrêtées.

L'attaque ne se fait pas en lignes déployées, comme il est d'usage, mais en colonnes : chaque brigade forme deux colonnes larges d'un bataillon et profondes de trois, précédées des grenadiers et des piquets. La première ligne compte 10 colonnes, soit 30 bataillons ; la seconde, 20 bataillons. L'artillerie lourde est réunie en 3 batteries, quelques pièces légères accompagnant les colonnes. Broglie déploie sa cavalerie sur 3 lignes en travers de la route de Marchiennes ; Tingry atteint la plaine entre Denain et Valenciennes ; des dragons démontés sont portés au nord de Louches. L'ordre est donné aux premiers rangs de mettre le fusil à la bretelle et de se servir de l'épée pour escalader les parapets, les rangs suivants marchant baïonnette au canon.

13 h 00. Après une préparation d'artillerie à laquelle les 6 canons alliés répondent, les colonnes s'ébranlent. Parvenues à demi-portée de mousquet, elles reçoivent la mitraille et le feu de peloton et marquent un temps d'arrêt.

Vers 13 h 30. Volontaires et grenadiers sautent dans le fossé, suivis par l'infanterie qui, selon les récits français, avance sans tirer. Les sapeurs abattent la palissade à la hache. Un régiment hollandais monte sur le parapet et tente d'arrêter les assaillants à la baïonnette. La défense cède en une vingtaine de minutes. Les bataillons alliés refluent vers le village et l'abbaye de Denain sans pouvoir se rallier ; une contre-attaque de flanc conduite par le major-général Dohna échoue.

L'écroulement du pont. La retraite se transforme en déroute vers le pont de bateaux et le pont de Prouvy. Le pont de bateaux cède sous le poids des fuyards et des chariots de bagages. Privés d'issue, de nombreux soldats se noient en tentant de traverser l'Escaut à la nage. Albemarle est fait prisonnier avec quatre autres généraux ; Dohna et un autre général périssent dans la rivière.

L'arrivée trop tardive d'Eugène. Le prince de Tingry, arrivé trop tard pour participer à l'assaut, s'est rendu maître du pont de Prouvy et y a établi une redoute. Il interdit aux premiers éléments de l'armée d'Eugène de franchir l'Escaut. Le prince, constatant la disproportion des forces sur le point de contact, renonce à la contre-attaque et se borne à tenir la ligne d'eau. Vers 17 h 00, les Français détruisent le pont de Prouvy pour prévenir tout retour offensif.

L'armée française passe la nuit sur le terrain sans dresser le camp.

L'action aura duré de 5 à 5 heures depuis les premiers contacts, une vingtaine de minutes pour l'assaut proprement dit.

Les pertes : des chiffres à manier avec prudence

Les états français font état de 15 officiers et 865 hommes tués, 111 officiers et 1 075 hommes blessés, soit environ 880 tués et 1 186 blessés. Ce total, proche de 2 000 hommes hors de combat, est celui que retiennent la plupart des travaux récents. Certaines synthèses avancent un chiffre nettement plus bas, de l'ordre de 500 tués, en ne comptant que les morts sur le terrain.

Du côté allié, le décompte le plus détaillé, établi par l'historien néerlandais Olaf van Nimwegen à partir des sources bataves, donne pour une garnison d'environ 8 500 hommes : 2 000 tués, dont la moitié par noyade ; 2 330 prisonniers ; 4 080 hommes parvenus à rejoindre l'armée. Le corps d'Albemarle aurait ainsi perdu près de la moitié de son effectif. 5 généraux, dont Albemarle lui-même, le prince de Holstein-Beck et le major-général Zobel, et 189 officiers sont capturés. Les 7 bataillons de Secquin, engagés les derniers, comptent à eux seuls plus de 1 600 tués ou disparus. Le régiment hollandais Van Welderen est presque entièrement détruit.

D'autres sources, dont la notice de l'*Oxford Companion to British History*, donnent des ordres de grandeur différents : plus de 4 000 prisonniers, un total de pertes alliées compris entre 6 500 et 8 000 hommes. L'écart tient à la répartition entre tués, noyés et prisonniers, les corps repêchés et les hommes capturés lors de la poursuite ayant été comptés différemment selon les états. Il tient aussi à l'estimation de l'effectif initial de la garnison, évalué de 8 500 à 10 500 hommes. Ces divergences n'affectent pas la conclusion : la moitié environ des défenseurs a été mise hors de combat, et l'ensemble du matériel et des approvisionnements présents à Denain est perdu.

L'exploitation : Marchiennes, Landrecies, Douai

L'effet stratégique tient moins à la bataille elle-même qu'à ce qui suit.

Villars détache aussitôt des colonnes qui enlèvent les postes de Mortagne, Saint-Amand et Anchin sur la Scarpe, puis met le siège devant Marchiennes le 25 juillet. La place capitule le 30, après 5 jours de résistance. Le magasin principal de l'armée alliée tombe intact : selon La Colonie, 125 pièces de canon neuves y sont trouvées, outre les munitions et les vivres. Ces prises alimenteront les sièges français des mois suivants.

L'armée d'Eugène se trouve immédiatement privée de pain, le dernier convoi ayant été capturé à Denain. Le ravitaillement doit être réorganisé depuis Mons : les premiers chariots partent le 29 juillet, sous la protection de 65 escadrons. La distance et l'insécurité rendent l'opération à peine praticable.

Le 26 juillet, Eugène s'est replié vers Bavay et Poix-du-Nord. Le 2 août, il lève le siège de

Landrecies et fait mouvement vers Mons. Il faudrait au moins 15 jours pour reconstituer un train de siège, délai que les Français mettent à profit.

Le 1^{er} août, Villars bloque Douai ; la place est investie le 7 août par 40 bataillons et 34 escadrons, couverts par le gros de l'armée, et capitule le 8 septembre. Le Quesnoy est repris entre le 19 septembre et le 4 octobre, Bouchain entre le 1^{er} et le 19 octobre. Les armées gagnent leurs quartiers d'hiver les 24 et 25 octobre. **En trois mois, la France a récupéré l'essentiel des places perdues depuis 1710.**

Les conséquences politiques

L'effet le plus immédiat est celui produit sur les Provinces-Unies. Épuisée financièrement par 40 ans d'affrontements avec la France, la République perd toute confiance dans la poursuite de la guerre après la perte de Denain et de Marchiennes. La coalition, déjà privée du concours britannique, ne dispose plus des moyens d'imposer ses conditions.

Les négociations d'Utrecht, ouvertes en janvier 1712, aboutissent les 11 et 12 avril 1713 à une série de traités entre la France et la Grande-Bretagne, la Savoie, le Portugal, la Prusse et les Provinces-Unies. Philippe V est reconnu roi d'Espagne, moyennant sa renonciation, pour lui et ses descendants, à tout droit sur la couronne de France. La Grande-Bretagne obtient Gibraltar, Minorque, Terre-Neuve, l'Acadie, la baie d'Hudson et l'*asiento*, le monopole de la traite négrière vers l'Amérique espagnole. Les Provinces-Unies, principales bénéficiaires attendues d'une « *barrière* » de places fortes, en sortent avec un dispositif réduit.

L'empereur Charles VI refuse d'abord de traiter. La campagne de 1713 sur le Rhin, marquée par les prises de Landau et de Fribourg par Villars, le contraint à négocier. Le traité de Rastatt est signé le 6 mars 1714 entre la France et l'Empereur, complété le 7 septembre par celui de Bade avec l'Empire. Charles VI conserve les Pays-Bas espagnols, le Milanais, Naples et la Sardaigne, mais renonce à l'Espagne.

L'analyse tactique

Denain est un engagement de faible ampleur au regard des grandes batailles rangées du conflit : à Malplaquet, en 1709, plus de 180 000 hommes s'étaient affrontés pour plus de 30 000 pertes. Ici, quelques dizaines de milliers d'hommes sont engagés, pour un total de pertes de l'ordre de 8 000 à 10 000 des deux côtés.

Trois éléments peuvent être retenus :

- Le premier est l'exploitation d'une vulnérabilité logistique : c'est le couloir d'approvisionnement, et non l'armée principale, qui est visé.
- Le second est la mécanique de la surprise, obtenue par une marche de nuit de 30 km et une diversion élaborée, dans un contexte où le renseignement dépend de la cavalerie légère et des observations à vue.
- Le troisième est le choix tactique de l'attaque en colonnes, à contre-courant de la doctrine linéaire du temps, qui permet de traverser rapidement la zone battue par le feu

défensif et de porter le choc en un point précis du retranchement. La formule sera discutée tout au long du XVIII^e siècle, notamment par les théoriciens de la colonne d'attaque.

L'historiographie a longtemps opposé deux lectures. La tradition française, largement diffusée par Voltaire puis par l'historiographie du XIX^e siècle, fait de Denain le tournant qui « *sauve la France* ». Les travaux plus récents, dont ceux d'Olaf van Nimwegen et de John A. Lynn, nuancent : la coalition était déjà politiquement disloquée par le retrait britannique, et l'essentiel de l'armée d'Eugène est resté intact. Ils soulignent en revanche que le résultat obtenu est sans commune mesure avec les moyens engagés, une victoire limitée mais placée au point exact où le dispositif adverse était vulnérable, et au moment où la coalition ne pouvait plus l'absorber.

L'idée initiale du plan est historiquement attribuée à Lefebvre d'Orval, la manœuvre d'approche à Villars et la décision d'attaquer, puis la conduite de l'assaut, à Montesquiou d'Artagnan.

Claude Louis Hector de Villars (1653-1734)

Claude Louis Hector de Villars est un militaire et diplomate français, né le 8 mai 1653 à Moulins (royaume de France) et mort le 17 juin 1734 à Turin (royaume de Sardaigne). Maréchal de France (1702), duc (1705) et pair de France (1709), président du Conseil de la guerre (1715-1718), il est élevé en 1733 à la dignité exceptionnelle de maréchal général des camps et armées du roi.

Il est le fils de Pierre de Villars, lieutenant général des armées du Roi, ambassadeur en Espagne, en Savoie et au Danemark, gouverneur de Besançon, chevalier des ordres du Roi, et de Marie Gigault de Bellefonds, par sa mère, il est le cousin germain de Bernardin Gigault de Bellefonds, maréchal de France.

Issu d'une famille de noblesse récente, anoblée en 1586 (notables et négociants lyonnais, seigneurs de La Chapelle-Villars, sans lien avec les Thoire-Villars, ni les Savoie-Villars, ni les Villars-Brancas), il se présente néanmoins dans ses Mémoires comme descendant d'une grande famille du Moyen Âge.

Il est élève au collège de Juilly de 1664 à 1668.

Après de brillantes études au collège de Moulins, Louis-Hector, marquis de Villars, entre aux pages de la Grande Écurie en 1670, puis aux mousquetaires en 1671. Il sert comme aide de camp du maréchal de Bellefonds et suit le Roi au siège d'Orsoy. Il se trouva aux sièges de Zutphen, Crèvecœur et Doesbourg. Le courage qu'il fit paraître au passage du Rhin, le fit nommer au grade de cornette à la compagnie de cheveau-légers de Bourgogne, dont il fut pourvu par brevet du 22 juillet. Villars finit la campagne au sein de la gendarmerie d'ordonnance.

Il partit l'hiver suivant 1673 pour Madrid où il alla féliciter le Roi d'Espagne sur sa convalescence. De Madrid il se rendit auprès du Roi de France au siège de Maastricht, et acheva cette campagne avec le Vicomte de Turenne, sous lequel il se distingua.

Le 28 août 1674, il est fait mestre de camp d'un régiment de cavalerie de son nom qui sera incorporé le 15 août 1679 dans le régiment de Beaupré cavalerie. Son régiment est rétabli le 15 janvier 1684.

Il servit en 1675 en Flandre sous le Maréchal de Luxembourg qui se tint sur la défensive, et se contenta d'envoyer quelques partis. Le Marquis de Villars en commanda un de 400 chevaux avec lequel il chargea la nuit un détachement de cavalerie ennemie, le renversa le mit en fuite et fit plusieurs prisonniers. S'étant approché à la pointe du jour de l'armée, du Prince d'Orange pour en enlever les gardes avancées il vit un gros corps des ennemis marcher de la gauche pour le couper. Il se retira dans les bois voisins reparut quelques heures après comme s'il eût été un parti de Hollande qui revenait de la guerre, enleva les gardes de cavalerie, tua ou prit les Capitaines qui se promenaient le long du camp. Toute l'aile gauche des ennemis monte à cheval, le Marquis de Villars rentre dans le bois passe un ruisseau, forme ses troupes et demeure en bataille. Les ennemis n'osant pas passer le ruisseau en sa présence, Villars se retire alors avec ses prisonniers.

En 1676, il servit aux sièges de Condé et d'Aire et se porta au secours de Maastricht.

En 1687, en qualité d'envoyé officieux, il est dépêché à Munich en vue d'entamer des négociations avec l'électeur de Bavière pour le convaincre, en vain, d'infléchir sa politique dans un sens plus favorable aux intérêts français. Son ascension est favorisée par Madame de Maintenon qui contrecarre son opposant, le ministre Louvois. Dans les années précédant la guerre de Succession d'Espagne, il est envoyé extraordinaire à Vienne où son action est appréciée par Louis XIV.

Il se démet de son régiment le 20 août 1688, est fait brigadier de cavalerie le 24 août, puis Commissaire général de la cavalerie le 2 septembre 1688.

Nommé lieutenant général des armées du roi le 30 mars 1693, il est employé à l'armée d'Allemagne où il obtient le commandement de la cavalerie le 27 avril. En 1696, il est employé à l'armée d'Italie où il commande la cavalerie par commission du 17 avril. Il commande encore la cavalerie à l'armée du Rhin en 1697.

Villars sert à l'armée d'Allemagne sous le maréchal de Catinat le 8 mai 1702, et prend le commandement d'un corps détaché de cette armée le 18 septembre, devant faire la jonction avec les troupes de l'Électeur. Il se rend à Huningue le 30 septembre où il se retranche, puis prend Neubourg, sur la droite du Rhin, avec mille hommes le 11 octobre à la faveur d'un renseignement ; cette prise ouvrait le Brisgau et menaçait les communications du prince de Bade avec Fribourg.

Après sa victoire sur le prince de Bade à la bataille de Friedlingen le 14 octobre, il devient maréchal de France par état du 20 octobre 1702. L'année suivante, il bat les Impériaux à Höchstädt. En mai 1703, déçu du manque de succès militaires significatifs

depuis le début de la guerre et de l'échec des tentatives de désarmement des Cercles de Souabe et de Franconie, il propose à Louis XIV de revenir à la politique de la terre brûlée des décennies précédentes et d'ordonner de « *dévaster* » le pays.

En avril 1704, il part remplacer le maréchal de Montrevel dans la guerre contre les camisards afin de négocier la fin des combats. Il est fait duc de Villars en 1705.

En 1706, il fait construire, en basse Alsace la ligne de défense de la Lauter.

En 1709, il est blessé à la bataille de Malplaquet, où les alliés victorieux subissent plus de pertes que les Français vaincus. À la suite de cette action, il est fait pair de France.

Entre 1710 et 1712, il est nommé gouverneur de la ville de Metz. Ceci lui permet de continuer la perception de revenus, mais surtout de lui assurer sa convalescence.

En 1712, par sa victoire de Denain, il sauve les armées de Louis XIV de la défaite. La même année, il devient gouverneur de Provence, fonction qu'il conservera jusqu'à sa mort, et à laquelle son fils lui succède. En 1713, par la reprise de Landau, il met en échec son vieil adversaire Eugène de Savoie. Les deux généraux se retrouvent l'année suivante comme négociateurs du traité de Rastatt en mars et du traité de Baden en septembre. Les deux hommes s'estimaient mutuellement et Villars aurait dit à Eugène : « *Mes ennemis sont à Versailles, et les vôtres à Vienne* ».

Il est élu au 18^e fauteuil de l'Académie française en 1714.

De 1715 à 1718, sous la Régence, il préside le Conseil de la guerre. Il s'investit consciencieusement dans sa présidence et sa collaboration avec le duc de Guiche, vice-président de ce Conseil de la guerre, se passe dans des conditions acceptables. Mais en 1718, le Conseil de la guerre devient, selon le mot de Saint-Simon, « *une pétaudière* ». Villars est déstabilisé à la fois par les querelles de préséance avec le duc de Bourbon et par la concurrence de Claude Le Blanc, qui travaille directement avec le Régent. Ce dernier décide de se rendre régulièrement au Conseil de la guerre pour apaiser les tensions. Au cours de l'année 1718, l'activité du Conseil de la guerre, comme celle des autres conseils de la Polysynodie, décline considérablement, que ce soit en termes de fréquence des réunions ou de volume des affaires traitées. Finalement, le 24 septembre 1718, le Régent met fin à la polysynodie, qui se grippe et est l'objet de critiques de plus en plus fortes. Le Conseil de la guerre est supprimé par une simple lettre du Régent à Villars¹

En 1733, un an avant sa mort, il reçoit de Louis XV la dignité de maréchal général des camps et armées du roi, portée avant lui par Henri de La Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne. En 1734, Villars, encore vert à quatre-vingt-un ans prenait, en Italie, le commandement de 40 000 Français, de 12 000 Piémontais et de 21 000 Espagnols pour conquérir en trois mois le Milanais lors de la guerre de Succession de Pologne. Mais, après être tombé malade, il demanda son rappel en France. Il n'eut pas le temps de revoir sa patrie et mourut dans son lit à Turin le 17 juin 1734.

Parmi les mots qu'on lui doit, quand il apprend que Berwick avait eu la tête emportée par un

boulet lors du siège de Philippsburg (cinq jours avant sa propre mort), Villars dit : « *Cet homme a toujours eu plus de chance que moi !* »

Dans son testament, Villars a constitué près de 2 500 livres tournois de pension aux plus anciens soldats des régiments où il a servi ou qu'il a commandé. Ainsi, même proche de la mort, il se comporte en chef de guerre.

24 juillet 1712 : la « divine surprise » de Denain qui « sauve la France ».



L'épreuve de la bataille (1700-1714), par Dorothée Malfoy-Noël

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)

24 juillet 1712 : la « divine surprise » de Denain qui « sauve la France ».

Gérard LESAGE

DENAIN **(1712)**

LOUIS XIV
sauve sa mise



EDITIONS CENOMANE

 ECONOMICA